



FFHANDBALL

TEXTES RÉGLEMENTAIRES
2019-2020

Règlement disciplinaire



En accord avec les préconisations de l'Institut national de la langue française * relatives à la neutralisation grammaticale du genre, les termes « licencié », « joueur », « pratiquant » et ceux désignant toutes fonctions au sein de la fédération sont utilisés à titre générique et désignent aussi bien une licenciée qu'un licencié, une joueuse qu'un joueur, une pratiquante qu'un pratiquant, une présidente qu'un président, une administratrice qu'un administrateur...

** Femme, j'écris ton nom... Guide d'aide à la féminisation des noms de métiers, titres, grades et fonctions.*





Règlement disciplinaire

1	CHAMP D'APPLICATION
2	ORGANES DISCIPLINAIRES
3	REUNIONS
4	DEBATS ET PUBLICATION DES DECISIONS
5	MODALITES DE CORRESPONDANCE
6	ENGAGEMENT DES POURSUITES
7	INSTRUCTIONS DES AFFAIRES DISCIPLINAIRES
8	MESURES CONSERVATOIRES
9	PROCEDURE LORS D'UN TOURNOI
10	PROCEDURE DE PREMIERE INSTANCE
11	MODALITES DE L'APPEL
12	PROCEDURE EN APPEL
13	PROCEDURE DEVANT LA CONFERENCE DES CONCILIEATEURS DU CNOSF
14	GENERALITES
15	QUALIFICATION DE LA FAUTE
16	NATURE DES SANCTIONS
17	MODALITES D'APPLICATION DES SANCTIONS
18	ECHELLE DES SANCTIONS
19	CAS NON PREVUS
20	SANCTIONS - PERIODE DE SUSPENSION - PENALITE FINANCIERE
21	SURIS
22	EXTENSION
	ANNEXES

1 CHAMP D'APPLICATION

1.1

Le présent règlement, établi en application des articles L.131-8 et R.131-3 du code du sport et conformément à l'article 4 des statuts de la Fédération, ne s'applique pas à l'exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard des agents sportifs et en matière de lutte contre le dopage, régi par des dispositions particulières.

1.2

Le présent règlement disciplinaire est applicable dès la saison sportive suivant immédiatement son adoption par le conseil d'administration fédéral, sauf décision expresse de l'organe fédéral compétent valant application immédiate.

1.3

Toutes les dispositions relatives à la composition des organes disciplinaires seront applicables à compter du renouvellement des instances et commissions fédérales qui suivront les Jeux Olympiques de 2016.





TITRE 1 — ORGANES ET PROCEDURES DISCIPLINAIRES

Section 1 — Dispositions communes aux commissions de discipline de 1^{re} instance et au jury d'appel

2 ORGANES DISCIPLINAIRES

2.1 Commissions de première instance et jury d'appel

Il est institué plusieurs organes disciplinaires de première instance et un organe disciplinaire d'appel, investis du pouvoir disciplinaire à l'égard :

- 1) Des associations affiliées à la fédération et, le cas échéant, des sociétés sportives qu'elles ont créées,
- 2) Des membres licenciés de ces associations et sociétés et des autres membres licenciés de la fédération,
- 3) Des titulaires de titres permettant la participation aux activités sportives de la fédération,
- 4) Des organismes à but lucratif dont l'objet est la pratique d'une ou plusieurs disciplines de la fédération et qu'elle autorise à délivrer des licences,
- 5) Des organismes qui, sans avoir pour objet la pratique d'une ou plusieurs disciplines de la fédération, contribuent au développement d'une ou plusieurs de celle-ci ;
- 6) De tout membre, préposé, salarié ou bénévole de ces associations et sociétés sportives agissant en qualité de dirigeant ou de licencié de fait.

Première instance :

- commissions territoriales de discipline,
- commission nationale de discipline,
- commission de discipline de la Ligue nationale de handball, agissant par délégation de la FFHandball, selon un règlement disciplinaire relevant de la LNH, conforme au règlement disciplinaire fédéral et adopté sur avis conforme du bureau directeur de la FFHandball.

Chacune de ces commissions statue sur les affaires disciplinaires relevant de son niveau de compétence.

Appel :

- jury d'appel fédéral statuant sur tous les appels formulés contre toutes les décisions des commissions de discipline de première instance ou, le cas échéant, statuant en premier et dernier ressort lorsque l'organe de première instance n'a pas statué dans le délai fixé à l'article 10.6 du présent règlement.

Ces organes disciplinaires sont compétents pour prononcer des sanctions à raison des faits contraires aux règles posées par les statuts et règlements de la fédération, de ses organes déconcentrés ou, le cas échéant, de la ligue professionnelle et commis par une personne physique, morale en une des qualités mentionnées ci-dessus à la date de la commission des faits.



**2.2****Membres et composition**

Chacun de ces organes se compose de trois membres au moins choisis, notamment, en raison de leur compétence d'ordre juridique ou en matière d'éthique et de déontologie sportives.

Tout organe disciplinaire territorial est composé en majorité de membres n'appartenant pas aux instances dirigeantes du territoire.

Les présidents de la fédération, de ses organes déconcentrés ou, le cas échéant, de la ligue professionnelle ainsi que les membres des instances dirigeantes de la fédération ou de la ligue professionnelle ne peuvent être simultanément membres d'aucun organe disciplinaire.

Nul ne peut être membre de plus d'un organe disciplinaire.

Les membres des organes disciplinaires ne peuvent être liés à la fédération, à ses organes déconcentrés, le cas échéant, à la ligue professionnelle par un lien contractuel autre que celui résultant éventuellement de la licence.

Les membres des organes disciplinaires se prononcent en toute indépendance et ne peuvent recevoir d'instruction.

Ces membres ainsi que les secrétaires de séance sont astreints à une obligation de confidentialité pour les faits, actes et informations dont ils ont connaissance en raison de leurs fonctions.

Toute méconnaissance des règles fixées au présent article constitue un motif d'exclusion du membre de l'organe disciplinaire ou du secrétaire de séance par les instances compétentes pour leur désignation.

2.3**Présidents des organes disciplinaires**

Les présidents de la commission nationale de discipline et du jury d'appel sont désignés par le conseil d'administration de la FFHandball, dans les conditions fixées par l'article 23.2 des statuts fédéraux.

Les présidents des commissions territoriales sont désignés selon les modalités propres à chacun des territoires.

Le président de la commission de discipline de la LNH est désigné selon les modalités fixées par le règlement disciplinaire de la LNH.

La présidence de séance des organes disciplinaires est assurée par leur président ou, le cas échéant, par tout autre membre de l'organe disciplinaire concernée spécialement mandaté à cet effet.

En cas d'empêchement définitif, la présidence est assurée temporairement par le membre le plus âgé de l'organe disciplinaire concerné, avant que les modalités définies à l'article 2.3 du présent règlement soient mises en œuvre, dans le respect des statuts et règlement intérieur de l'instance concernée.

2.4**Membres des organes disciplinaires**

Les membres des organes disciplinaires sont désignés par le bureau directeur de l'instance concernée sur proposition du président de l'organe disciplinaire concerné. Le bureau directeur de chacune de ces instances désigne, parmi les membres de chacune de ces commissions et sur proposition du président de la commission, un vice-président au moins.

La durée du mandat des membres des organes disciplinaires de la fédération, de ses organes déconcentrés ou, le cas échéant, de la ligue professionnelle est identique à celle du





mandat des instances dirigeantes correspondantes. Leur mandat expire au plus tard à la fin de la saison sportive au cours de laquelle les instances dirigeantes sont renouvelées

Il ne peut être mis fin aux fonctions d'un membre en cours de mandat qu'en cas :

1) de révocation décidée dans les conditions fixées par les statuts et règlement intérieur de l'instance concernée, notamment en cas d'empêchement définitif ou de sanction disciplinaire ;

2) ou de démission.

En cas de vacance d'un ou plusieurs membres, le ou les nouveaux membres peuvent être désignés dans les mêmes conditions que leur prédécesseur pour la durée du mandat restant à courir.

3 RÉUNIONS

Les organes disciplinaires de première instance et d'appel se réunissent sur convocation de leur président ou de la personne qu'il mandate à cet effet. Chacun d'eux ne peut délibérer valablement que lorsque trois au moins de ses membres sont présents.

En cas de partage égal des voix, le président de séance a voix prépondérante.

Le président de séance de l'organe disciplinaire désigne soit un membre de celui-ci, soit une autre personne pour assurer les fonctions de secrétaire de séance.

4 DÉBATS ET PUBLICATION DES DÉCISIONS

4.1

Les débats devant les organes disciplinaires sont publics

Toutefois, le président de séance peut, d'office ou à la demande d'une des parties, le cas échéant de son représentant légal, de son conseil ou de son avocat, interdire au public l'accès de la salle pendant tout ou partie de l'audience, dans l'intérêt de l'ordre public ou de la sérénité des débats ou lorsque le respect de la vie privée ou du secret professionnel le justifie.

4.2 Participation aux débats

Les membres des organes disciplinaires doivent faire connaître au président de l'organe dont ils sont membres s'ils considèrent avoir un intérêt direct ou indirect à l'affaire. Les organes disciplinaires de première instance et d'appel apprécient souverainement si l'un de leurs membres a un intérêt direct ou indirect à l'affaire. Dans ce cas, le ou les membres concernés ne peuvent siéger.

À l'occasion d'une même affaire, nul ne peut siéger dans l'organe disciplinaire d'appel s'il a siégé dans l'organe disciplinaire de première instance.

4.3 Conduite des débats

Pour tenir compte de l'éloignement géographique ou de contraintes professionnelles ou médicales, le président de l'organe disciplinaire, après avoir recueilli l'accord de la personne poursuivie, peut décider que tout ou partie des débats seront conduits sous forme de conférence téléphonique ou audiovisuelle, pourvu qu'il soit recouru à des moyens garantissant la participation effective de chaque personne aux débats et le caractère contradictoire de la procédure.





4.4

Publication des décisions

Les décisions des organes disciplinaires ayant ordonné la publication au bulletin officiel Handinfos, prévoient les modalités d'exécution de cette mesure qui ne peut intervenir qu'après notification des décisions aux personnes concernées et après épuisement des voies de recours internes à la fédération.

La publication ainsi ordonnée par les organes disciplinaires peut porter sur l'intégralité, sur une partie de la décision ou sur un résumé informant le public des motifs et du dispositif de celle-ci.

La publication des décisions s'effectue de manière anonyme, sauf si l'organe disciplinaire concerné, par une décision motivée, décide d'ordonner la publication nominative ou si la personne qui a fait l'objet d'une décision de relaxe demande à ce que celle-ci soit nominative.

5

MODALITÉS DE CORRESPONDANCE

La transmission des documents et actes de procédures mentionnés au présent règlement, en ce compris les convocations et notifications de décisions, sont réalisées dans les conditions définies par l'article 1.8 des règlements généraux fédéraux.

Dans ce cadre, l'utilisation du courrier électronique doit garantir la fiabilité et l'identification des parties, l'intégrité des documents adressés ainsi que la sécurité et la confidentialité des échanges entre les personnes participant à la procédure disciplinaire. Elle doit permettre d'établir la date et l'heure de la transmission des documents.

6

ENGAGEMENT DES POURSUITES

Les poursuites disciplinaires sont engagées par le président de la Fédération, de la ligue professionnelle ou de l'instance déconcentrée, ou par toute personne licenciée à la Fédération dûment mandatée par eux :

1) au vu des observations figurant sur les feuilles de match transmises par les commissions d'organisation des compétitions et, le cas échéant, complétées par un rapport du juge-arbitre ;

2) au vu des rapports, témoignages, documents d'origines diverses, informations figurant sur tous types de supports (dont vidéos), parvenus à l'instance concernée pour des faits pouvant justifier l'engagement d'une procédure disciplinaire ;

3) sur saisine du bureau directeur de la Fédération, de la ligue, du comité ou de la ligue professionnelle, pour tout comportement individuel ou collectif non conforme aux principes et aux règles déontologiques applicables à la pratique du handball et/ou de ses disciplines connexes.

Rapport du juge-arbitre

À l'occasion d'une rencontre (avant-pendant-après), si un incident se produit, le juge-arbitre établit un rapport dans lequel il décrit les faits. Le *Livret de l'arbitrage* et les circulaires de la Commission centrale d'arbitrage définissent les formes et conditions dans lesquelles les rapports des juges-arbitres doivent être établis et transmis aux instances compétentes.

Ce rapport est expédié sans délai au siège de l'instance gestionnaire de la compétition.

Autres rapports

En dehors d'une rencontre, dans le cadre général de la vie associative, pour tout grief ou incident constaté, un rapport peut être établi par un officiel habilité, un membre élu d'une





instance fédérale, territoriale ou départementale, et transmis au président de l'instance concernée. Cette démarche peut conduire à l'engagement d'une procédure disciplinaire à l'encontre de la ou des personnes mises en cause.

7 INSTRUCTIONS DES AFFAIRES DISCIPLINAIRES

7.1

En fonction de la situation, le président de la commission de discipline de 1^{ère} instance ou le président du jury d'appel apprécie souverainement si l'affaire doit donner lieu à une instruction.

7.2

Sur proposition du président de la commission de discipline de 1^{ère} instance et pour le jury d'appel par son président, il est désigné par le bureau directeur de l'instance concernée, des représentants de celui-ci chargés de l'instruction de certaines affaires disciplinaires.

Les personnes habilitées à effectuer l'instruction des affaires disciplinaires peuvent être des licenciés ou des collaborateurs salariés de la fédération, de ses organes déconcentrés ou de la ligue professionnelle dont dépend l'organe investi du pouvoir disciplinaire, ou peuvent être choisies en raison de leur compétence au regard des faits objets des poursuites.

7.3

Toute personne chargée de l'instruction d'une affaire ne peut avoir un intérêt direct ou indirect à l'affaire ni siéger lors de la réunion de la commission de discipline de 1^{ère} instance ou du jury d'appel de l'affaire qu'elle a instruite.

7.4

Toute personne chargée de l'instruction d'une affaire est astreinte à une obligation de confidentialité pour tous les faits, actes et informations dont elle a pu avoir connaissance. Toute méconnaissance de ces obligations constitue une faute qui entraîne pour son auteur la cessation de ses fonctions, prononcée par le bureau directeur de la Fédération ou de l'instance concernée. Cette décision n'est pas susceptible d'appel.

7.5

Toute personne chargée de l'instruction d'une affaire en 1^{ère} instance ou en appel reçoit délégation du président de l'instance concernée, pour toutes les correspondances relatives à l'instruction des affaires. Elle exerce sa mission en toute objectivité et impartialité et peut, entre autre, entendre toute personne dont l'audition paraît utile et demander à toute personne/toute instance des informations nécessaires à la procédure.

Elle peut également solliciter la communication de tout support multimédia qu'elle juge utile à l'appréciation des faits, et que l'organe disciplinaire sera libre de retenir ou non lors de ses débats et délibérations.

7.6

La personne en charge de l'instruction d'une affaire établit au vu des éléments du dossier, dans un délai que le président de l'organe disciplinaire lui fixe, un rapport qu'elle adresse au président de la commission de discipline concernée.

7.7

Il est fait obligation au juge-arbitre, à tout officiel désigné par l'instance, ou tout officiel apparaissant comme tel sur une feuille de match, de répondre aux demandes d'information





de la personne chargée de l'instruction. Tout manquement non justifié à cette obligation, sera sanctionné selon les dispositions prévues au présent règlement disciplinaire.

8 MESURES CONSERVATOIRES

Lorsque les circonstances le justifient, notamment au regard de la gravité des faits, le président de l'organe disciplinaire saisi peut, de sa propre initiative ou sur demande du représentant chargé de l'instruction, prononcer à l'encontre de la personne poursuivie, à tout moment de la procédure disciplinaire de première instance et par décision motivée, une mesure conservatoire dans l'attente de la décision de l'organe disciplinaire. Les mesures conservatoires susceptibles d'être prononcées sont :

- une suspension provisoire de terrain ou de salle,
- un huis clos total ou partiel pour une ou plusieurs rencontres sportives,
- une interdiction provisoire de participer aux manifestations sportives organisées ou autorisées par la Fédération, une ligue, un comité ou la ligue professionnelle,
- une interdiction provisoire de participer directement ou indirectement à l'organisation et au déroulement des compétitions et manifestations sportives autorisées par la Fédération, une ligue, un comité ou la ligue professionnelle,
- une suspension provisoire d'exercice de fonction.

La mesure conservatoire prend fin :

- en cas de retrait de celle-ci par le président de l'organe l'ayant prononcé,
- si l'organe disciplinaire de première instance n'est pas en mesure de statuer dans le délai fixé à l'article 10.6 du présent règlement.

Les décisions relatives aux mesures conservatoires sont notifiées aux personnes poursuivies dans les conditions prévues au présent règlement disciplinaire et sont insusceptibles d'appel.

9 PROCÉDURE LORS D'UN TOURNOI

9.1

En cas de disqualification directe prononcée à l'occasion d'une rencontre lors d'un tournoi programmé sur une seule journée ou plusieurs journées consécutives, le licencié pourra être sanctionné par la commission de discipline restreinte présente sur le lieu de la compétition, dans le respect des droits de la défense. Si la disqualification directe est prononcée à l'occasion du dernier match du tournoi, la procédure disciplinaire de droit commun s'applique.

9.2

Pour les phases finales d'une épreuve disputée sur plusieurs journées consécutives, chaque rencontre restant à disputer par l'équipe du ou des licencié(s) est comptabilisée pour l'application de chaque date de suspension qui serait infligée.

Section 2 – Dispositions spécifiques aux organes disciplinaires de première instance



**10****PROCÉDURE DE PREMIÈRE INSTANCE****10.1****Convocation de l'intéressé**

La lettre de convocation indique à la personne poursuivie l'ensemble des droits définis au présent article.

a) La personne poursuivie et, le cas échéant, son représentant légal, sont convoqués devant l'organe disciplinaire par le président de la commission de discipline de première instance au minimum sept jours avant la date de la séance, par l'envoi d'un document énonçant les griefs retenus.

b) Une copie de la convocation est envoyée à l'association, à la société sportive ou à l'organisme à but lucratif avec laquelle elle dispose ou disposait d'un lien juridique au moment des faits.

c) Lorsque la procédure disciplinaire est engagée à l'encontre d'une personne morale, son représentant statutaire est convoqué dans les mêmes conditions.

d) La personne poursuivie ainsi que, le cas échéant, son représentant légal, son conseil ou son avocat peuvent consulter, avant la séance, le rapport et l'intégralité du dossier. L'envoi par voie électronique du dossier de consultation finalisé ou limité aux pièces en possession de l'instance concernée au jour de la demande peut être sollicité par mail ou par courrier par la personne poursuivie auprès du secrétariat de la commission de discipline. En aucun cas les différentes pièces du dossier ne pourront être communiquées à des tiers sous peine de sanctions prononcées selon les dispositions du présent règlement.

e) La personne poursuivie ainsi que, le cas échéant, son représentant légal, son conseil ou son avocat peuvent demander que soient entendues les personnes de leur choix, dont ils communiquent les noms. Cette demande doit être reçue au secrétariat de la commission au moins quarante-huit heures avant la réunion de l'organe disciplinaire.

Le président de l'organe disciplinaire peut refuser, par décision motivée, les demandes d'audition manifestement abusives.

f) Le délai de sept jours mentionné au premier alinéa peut être réduit en cas d'urgence, de circonstances tenant au bon déroulement des compétitions sportives ou de circonstances exceptionnelles par décision du président de l'organe disciplinaire, à son initiative ou à la demande de la personne chargée de l'instruction ou de la personne poursuivie. En ce cas, la faculté de demander l'audition de personnes s'exerce sans condition de délai. Les décisions du président de l'organe de première instance quant à la réduction des délais, les formes et les modalités des réunions ne sont pas susceptibles de recours.

10.2**Convocation des personnes concernées**

a) Le président de l'organe disciplinaire de première instance peut convoquer toute personne dont l'audition lui paraît utile. Si une telle audition est décidée, le président en informe la personne poursuivie avant la séance.

b) Dans l'hypothèse où la réunion ne se tient ni par audioconférence ni par visioconférence, la commission détermine souverainement la prise en charge de tout ou partie des frais liés aux convocations des personnes qu'elle juge utile d'entendre. Pour chacune, le remboursement des frais ne pourra s'appliquer qu'à deux personnes au maximum. Le montant du remboursement est calculé sur la base du prix du billet de chemin de fer de deuxième classe (aller-retour), déduction faite d'une éventuelle réduction. Un remboursement complémentaire de frais, sur présentation de justificatifs, pourra être décidé par la commission de discipline de première instance.





c) Il est fait obligation aux juges-arbitres et à tout officiel désigné par la fédération ou l'un de ses organes déconcentrés, ou tout officiel apparaissant comme tel sur la feuille de match, de répondre aux convocations d'une commission de discipline de première instance. Tout manquement non justifié à cette obligation, sera sanctionné selon les dispositions du présent règlement disciplinaire.

d) L'envoi par voie électronique du dossier de consultation finalisé ou limité aux pièces en possession de l'instance concernée au jour de la demande peut être sollicité par les personnes concernées auprès du secrétariat de la commission de discipline. En aucun cas les différentes pièces du dossier ne pourront être communiquées à des tiers, sous peine de sanctions prononcées selon les dispositions du présent règlement disciplinaire.

10.3 Report

En cas d'urgence, de circonstances tenant au bon déroulement des compétitions sportives ou de circonstances exceptionnelles, et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé.

Dans les autres cas et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé pour un motif sérieux qu'une seule fois, par courrier ou courriel, réceptionné par le secrétariat de la commission, au plus tard quarante-huit heures avant la date de la séance.

Le président de l'organe disciplinaire accorde ou non le report. En cas de refus, sa décision doit être motivée.

Il peut également décider de sa propre initiative de prononcer un report.

10.4 Débats

Lors de la séance, la personne poursuivie peut être accompagnée de toute personne. Elle peut être représentée, le cas échéant, par son représentant légal, par son conseil ou son avocat. Des observations écrites ou orales peuvent être présentées par la personne poursuivie ou par les personnes qui l'assistent ou la représentent.

Si elle ne comprend pas ou elle ne parle pas suffisamment la langue française, elle peut demander à être assistée d'un interprète de son choix à ses frais ou d'un interprète de la fédération, ses organes déconcentrés ou, le cas échéant, la ligue professionnelle aux frais de ceux-ci.

Lorsque l'affaire est dispensée d'instruction, le président de séance de l'organe disciplinaire ou la personne qu'il désigne expose les faits et le déroulement de la procédure. Dans les autres cas, la personne chargée de l'instruction présente oralement son rapport. En cas d'empêchement de la personne chargée de l'instruction, son rapport peut être lu par le président de séance ou la personne qu'il désigne.

La personne poursuivie et, le cas échéant son représentant légal ainsi que la ou les personnes qui l'assistent ou le représentent, sont invités à prendre la parole en dernier.

10.5 Délibération et décision

L'organe disciplinaire délibère à huis clos, hors la présence de la personne poursuivie, des personnes qui l'assistent ou le représentent, des personnes entendues à l'audience et de la personne chargée de l'instruction.

Lorsque les fonctions de secrétaire de séance sont assurées par une personne qui n'est pas membre de l'organe disciplinaire, celle-ci peut assister au délibéré sans y participer.

L'organe disciplinaire prend une décision motivée. Cette décision ou le procès-verbal de la séance qui la relate est signé par le président de séance et le secrétaire.





La décision est notifiée à la personne poursuivie et, le cas échéant, à son représentant légal, ou à l'organisme à but lucratif, l'association ou la société sportive avec lequel elle a un lien juridique. La notification mentionne les voies et délais d'appel.

10.6

Délai pour prendre la décision

L'organe disciplinaire de première instance doit se prononcer dans un délai de dix semaines à compter de l'engagement des poursuites disciplinaires.

En cas de circonstances exceptionnelles, le délai de dix semaines peut être prorogé d'un mois par une décision motivée du président de l'organe disciplinaire et notifiée à la personne poursuivie, le cas échéant, à son représentant légal, à son conseil ou à son avocat ou à l'organisme à but lucratif, l'association ou la société sportive avec lequel elle a un lien juridique.

Lorsque la séance a été reportée en application de l'article 10.3 du présent règlement, le délai mentionné à l'alinéa précédent est prolongé d'une durée égale à celle du report.

Faute d'avoir statué dans ces délais, l'organe disciplinaire de première instance est dessaisi et l'ensemble du dossier est transmis à l'organe disciplinaire d'appel compétent qui statue en premier et dernier ressort.

La commission de discipline de première instance peut toutefois, par décision motivée, décider de surseoir à statuer sur l'affaire :

– soit lorsque les faits reprochés à l'intéressé ont donné lieu à l'ouverture d'une procédure pénale et que la commission n'est pas en mesure de se prononcer sur leur matérialité ; le délai mentionné plus haut, de dix semaines, est prolongé dans l'attente de l'issue définitive de la procédure pénale et recommence à courir à compter de la date à laquelle la commission est informée de cette issue ;

– soit lorsqu'elle est susceptible de se fonder, pour prendre sa décision, sur une disposition d'un règlement fédéral dont la légalité est mise en cause devant une juridiction administrative ; le délai mentionné plus haut, de dix semaines, est prolongé dans l'attente de l'issue définitive de la procédure pénale et recommence à courir à compter de la date à laquelle la commission est informée de cette issue

– soit lorsque l'intéressé poursuivi n'est pas licencié à la date à laquelle la commission de discipline serait appelée à statuer ; le délai mentionné plus haut, de dix semaines, est prolongé dans l'attente de l'issue définitive de la procédure pénale et recommence à courir à compter de la date à laquelle l'intéressé est de nouveau titulaire d'une licence.





Section 3 – Dispositions spécifiques au jury d'appel

11 MODALITÉS DE L'APPEL

11.1

Peuvent interjeter appel auprès du jury d'appel et contre la décision de l'organe disciplinaire de première instance :

- la personne poursuivie et, le cas échéant, son représentant légal, son conseil ou son avocat,
- l'association ou la société sportive avec lequel la personne poursuivie a un lien juridique,
- le représentant chargé de l'instruction en première instance, s'il a été désigné,
- le président de la Fédération, de la ligue, du comité ou de la ligue professionnelle, ou toute autre personne mandatée par eux à cet effet. La compétence du président de la Fédération s'exerce sur les décisions nationales et territoriales, tandis que celles des présidents des autres instances s'exercent uniquement sur les décisions relevant de la commission disciplinaire du ressort de leur instance.

L'appel est individuel et motivé. Lorsque l'appel n'émane pas de la personne poursuivie, celle-ci en est aussitôt informée par le président du jury d'appel.

L'appel est formé par courrier signé, adressé à l'adresse électronique officielle du secrétariat du jury d'appel (appel@ffhandball.net) ou par tout moyen permettant à son auteur de faire la preuve de sa réception par la Fédération.

Une copie de la décision contestée de la commission de première instance est jointe à l'appel.

L'exercice du droit d'appel ne peut être subordonné au versement d'une somme d'argent à la fédération ou limité par une décision d'un organe fédéral.

11.2

L'appel doit être formé dans un délai de sept jours. Ce délai est porté à douze jours dans le cas où le domicile de l'intéressé est situé hors de la métropole, au seul profit de la personne poursuivie.

Le délai d'appel court :

- pour la personne poursuivie, et, le cas échéant, son représentant légal, son conseil ou son avocat, ou l'association ou la société sportive avec lequel la personne poursuivie a un lien juridique : à compter du lendemain de l'envoi de la décision de première instance, conformément aux articles 1.7 et 1.8 des règlements généraux fédéraux,
- pour le représentant chargé de l'instruction, le président de la Fédération, de la ligue, du comité ou de la ligue professionnelle, ou toute autre personne mandatée par eux : à compter du prononcé de la décision de première instance.

11.3

En cas d'appel principal reçu à la Fédération contre une décision de première instance, les délais dans lesquels un appel incident peut être formé sont :





– pour la personne poursuivie, et, le cas échéant, son représentant légal, son conseil ou son avocat, ou l'association ou la société sportive avec lequel la personne poursuivie a un lien juridique : 7 jours à compter du lendemain de l'envoi les informant de l'appel principal.

– pour le représentant chargé de l'instruction, le président de la Fédération, de la ligue, du comité ou de la ligue professionnelle, ou toute autre personne mandatée par eux : 7 jours à compter de la réception de l'appel principal.

Ce délai est porté à 12 jours pour la personne poursuivie ainsi que des autres personnes pouvant interjeter appel en cas d'appel par la fédération dont elle relève, dans le cas où le domicile de la personne poursuivie est situé hors de la métropole.

11.4

Lorsque l'appel émane de la fédération, la ligue, le comité ou la ligue professionnelle, le jury d'appel en informe la personne poursuivie, ainsi que, le cas échéant, son représentant légal, son conseil ou son avocat.

En outre, le secrétariat du jury d'appel informe également l'organe de première instance, qui fait parvenir sous 7 jours le dossier original complet au jury d'appel, sous peine des pénalités de retard prévues au présent règlement disciplinaire et appliquées à l'organe de première instance.

11.5

Si l'appel n'est pas recevable, le demandeur est informé par une décision motivée du jury d'appel.

11.6

Sauf décision contraire et motivée de l'organisme disciplinaire de première instance prise en même temps qu'il est statué au fond, l'appel **n'est pas** suspensif.

Si le licencié poursuivi a, au cours de la procédure de première instance, demandé que, au cas où une sanction lui serait infligée, son appel éventuel contre cette sanction confère un caractère suspensif à celle-ci, l'organe disciplinaire de première instance se prononce expressément sur cette demande.

Lorsque l'appel formé contre une sanction comporte des conclusions motivées tendant à ce que, jusqu'à l'intervention de la décision d'appel, la sanction infligée soit suspendue, qu'une telle demande ait été présentée en première instance ou qu'elle le soit pour la première fois en appel, le jury d'appel statue par décision motivée sur cette demande avant d'examiner le fond de l'affaire

11.7

Absence de motivation

Tout appel principal non motivé ou manifestement dilatoire pourra entraîner l'application au club concerné, que celui-ci soit l'appelant lui-même ou que l'appel émane de son licencié, d'une pénalité financière complémentaire décidée par le jury d'appel, qui ne pourra excéder le double des pénalités financières attachées aux sanctions disciplinaires prononcées en appel.

11.8

Si le jury d'appel annule la décision de 1^{ère} instance en raison d'un vice de forme ou de procédure, il reprend l'instruction du dossier et statue au fond, sauf si le vice de procédure résulte de l'absence ou de l'irrégularité de l'engagement des poursuites disciplinaires.



**12****PROCÉDURE EN APPEL****12.1****Convocation de l'intéressé**

La lettre de convocation indique à la personne poursuivie l'ensemble des droits définis au présent article.

a) La personne poursuivie et, le cas échéant, son représentant légal, son conseil ou son avocat sont convoqués devant le jury d'appel, par le président de celui-ci, au minimum sept jours avant la date de la séance, par l'envoi d'un document énonçant les griefs retenus.

b) Une copie de la convocation est envoyée à l'association, à la société sportive ou à l'organisme à but lucratif avec laquelle elle dispose ou disposait d'un lien juridique au moment des faits. Cette copie précise que toute sanction prononcée à l'encontre du licencié sera assortie d'une pénalité financière infligée à cette association et, le cas échéant, in solidum à l'association et à la société sportive.

c) Lorsque la procédure disciplinaire est engagée à l'encontre d'une personne morale, son représentant statutaire est convoqué dans les mêmes conditions.

d) La personne poursuivie ainsi que, le cas échéant, son représentant légal, son conseil ou son avocat peuvent consulter, avant la séance, le rapport et l'intégralité du dossier. L'envoi par voie électronique du dossier de consultation finalisé ou limité aux pièces en possession du jury d'appel au jour de la demande peut être sollicité par mail ou par courrier par la personne poursuivie auprès du secrétariat du jury d'appel. En aucun cas les différentes pièces du dossier ne pourront être communiquées à des tiers sous peine de sanctions prononcées selon les dispositions du présent règlement.

e) La personne poursuivie ainsi que, le cas échéant, son représentant légal, son conseil ou son avocat peuvent demander que soient entendues les personnes de leur choix, dont ils communiquent les noms. Cette demande doit être reçue au secrétariat du jury d'appel au moins quarante-huit heures avant la réunion.

Le président du jury d'appel peut refuser, par décision motivée, les demandes d'audition manifestement abusives.

f) Le délai de sept jours mentionné au premier alinéa peut être réduit en cas d'urgence, de circonstances tenant au bon déroulement des compétitions sportives ou de circonstances exceptionnelles par décision du président du jury d'appel, à son initiative ou à la demande de la personne poursuivie. En ce cas, la faculté de demander l'audition de personnes s'exerce sans condition de délai. Les décisions du président du jury d'appel quant à la réduction des délais, les formes et les modalités des réunions ne sont pas susceptibles de recours.

g) Lorsque l'appel est formé par plusieurs personnes ou lorsqu'il est dirigé contre des décisions de première instance ayant un lien direct, les personnes concernées peuvent être convoquées individuellement à une même séance où les cas sont examinés collectivement.

12.2**Convocation des personnes concernées**

a) Le président du jury d'appel peut convoquer toute personne dont l'audition lui paraît utile. Si une telle audition est décidée, le président en informe la personne poursuivie avant la séance.

b) Dans l'hypothèse où la réunion ne se tient ni par audioconférence ni par visioconférence, le jury d'appel détermine souverainement la prise en charge de tout ou partie des frais





liés aux convocations des personnes qu'il juge utile d'entendre. Pour chacune, le remboursement des frais ne pourra s'appliquer qu'à deux personnes au maximum. Le montant du remboursement est calculé sur la base du prix du billet de chemin de fer de deuxième classe (aller-retour), déduction faite d'une éventuelle réduction. Un remboursement complémentaire de frais, sur présentation de justificatifs, pourra être décidé par le jury d'appel.

c) Il est fait obligation aux juges-arbitres et à tout officiel désigné par la fédération ou l'un de ses organes déconcentrés, ou tout officiel apparaissant comme tel sur la feuille de match, de répondre aux convocations du jury d'appel. Tout manquement non justifié à cette obligation, sera sanctionné selon les dispositions du présent règlement disciplinaire.

d) L'envoi par voie électronique du dossier de consultation finalisé ou limité aux pièces en possession de l'instance concernée au jour de la demande peut être sollicité par les personnes concernées auprès du secrétariat du jury d'appel. En aucun cas les différentes pièces du dossier ne pourront être communiquées à des tiers, sous peine de sanctions prononcées selon les dispositions du présent règlement disciplinaire.

12.3

Report

En cas d'urgence, de circonstances tenant au bon déroulement des compétitions sportives ou de circonstances exceptionnelles, et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé.

Dans les autres cas et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé pour un motif sérieux par la personne poursuivie ou, le cas échéant, son représentant légal, son conseil ou son avocat, qu'une seule fois, par courrier ou courriel, réceptionné par le secrétariat de la commission, au plus tard quarante-huit heures avant la date de la séance.

Le président de l'organe disciplinaire accorde ou non le report. En cas de refus, sa décision doit être motivée.

Il peut également décider de sa propre initiative de prononcer un report.

12.4

Débats

Lors de la séance, la personne poursuivie peut être accompagnée de son représentant légal, de son conseil ou de son avocat pour présenter ses observations écrites ou orales.

Si elle ne comprend pas ou elle ne parle pas suffisamment la langue française, elle peut demander à être assistée d'un interprète de son choix à ses frais ou d'un interprète de la fédération aux frais de celle-ci.

Le président de séance ou la personne qu'il désigne établit un rapport exposant les faits et rappelant les conditions du déroulement de la procédure. Ce rapport est présenté oralement en séance.

Le jury d'appel statue en dernier ressort et se prononce au vu du dossier de première instance et des productions d'appel, dans le respect du principe du contradictoire.

La personne poursuivie et, le cas échéant son représentant légal ainsi que la ou les personnes qui l'assistent ou le représentent, sont invités à prendre la parole en dernier.

12.5

Délibération et décision

Le jury d'appel délibère à huis clos, hors la présence de la personne poursuivie, des personnes qui l'assistent ou le représentent, des personnes entendues à l'audience et de la personne chargée de l'instruction.

Lorsque les fonctions de secrétaire de séance sont assurées par une personne qui n'est pas membre du jury d'appel, celle-ci peut assister au délibéré sans y participer.





Le jury d'appel prend une décision motivée qui, si plusieurs licenciés sont concernés par l'affaire, est individuelle.

Lorsque le jury d'appel n'a été saisi que par la personne poursuivie ou par l'organisme à but lucratif, l'association ou la société sportive avec lequel il a un lien juridique, la sanction prononcée par la commission de discipline de première instance ne peut être aggravée.

La décision du jury d'appel est signée par le président de séance et le secrétaire.

La décision est notifiée à la personne poursuivie et, le cas échéant, à son représentant légal, ou à l'organisme à but lucratif, l'association ou la société sportive avec lequel elle a un lien juridique. La notification mentionne les voies et délais de recours.

12.6

Délai pour prendre la décision

Le jury d'appel doit se prononcer dans un délai de quatre mois à compter de l'engagement des poursuites disciplinaires.

En cas de circonstances exceptionnelles, le délai de quatre mois peut être prorogé d'un mois par une décision motivée du président du jury d'appel et notifiée à la personne poursuivie, le cas échéant, à son représentant légal, à son conseil ou à son avocat ou à l'organisme à but lucratif, l'association ou la société sportive avec lequel elle a un lien juridique.

Lorsque la séance a été reportée en application de l'article 12.3, le délai mentionné à l'alinéa précédent est prolongé d'une durée égale à celle du report.

Le jury d'appel peut toutefois, par décision motivée, décider de surseoir à statuer sur l'affaire :

– soit lorsque les faits reprochés au licencié poursuivi ont donné lieu à l'ouverture d'une procédure pénale et que le jury d'appel n'est pas en mesure de se prononcer sur leur matérialité ; le délai mentionné au a) du présent article est prolongé dans l'attente de l'issue définitive de la procédure pénale et recommence à courir à compter de la date à laquelle le jury d'appel est informé de cette issue ;

– soit lorsqu'il est susceptible de se fonder, pour prendre sa décision, sur une disposition d'un règlement fédéral dont la légalité est mise en cause devant la juridiction administrative ; le délai mentionné au a) du présent article est prolongé dans l'attente de l'issue définitive de la procédure contentieuse et recommence à courir à compter de la date à laquelle le jury d'appel est informé de cette issue ;

– soit lorsque la personne poursuivie n'est plus licenciée à la date à laquelle le Jury d'appel serait appelé à statuer ; le délai mentionné au a) du présent article est suspendu et recommence à courir à compter de la date à laquelle l'intéressé est de nouveau titulaire d'une licence.

Section 4 – Dispositions relatives à la conciliation

13

PROCEDURE DEVANT LA CONFERENCE DES CONCILIEURS DU CNOSF

À défaut de décision dans le délai fixé à l'article 12.6 ci-dessus, l'appelant peut saisir le Comité national olympique et sportif français aux fins de la conciliation prévue à l'article L. 141-4 du code du sport, avant tout recours devant le tribunal administratif compétent.





Cette saisine doit s'effectuer dans les conditions prévues par l'article R. 141-15 du code du sport et dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision du jury d'appel.

Aucun élément nouveau ne peut être produit par l'appelant après son audition devant le jury d'appel.

TITRE II – SANCTIONS DISCIPLINAIRES

14

GÉNÉRALITÉS

Une sanction disciplinaire est une sanction prononcée à l'encontre d'une personne physique ou morale visée à l'article 2.1 du présent règlement, faisant suite à un comportement individuel ou collectif répréhensible car non conforme, notamment, des règles déontologiques applicables à la pratique du handball. Toute sanction s'exécute dans la période officielle des compétitions de l'instance concernée, sauf pour les sanctions supérieures ou égales à un an.

Il appartient aux commissions de discipline de première instance et au jury d'appel :

- d'apprécier si la faute est ou non caractérisée au regard des circonstances de l'espèce,
- dans l'hypothèse où une faute est retenue, d'ajuster la sanction dans le respect du barème défini à l'article 20.1 et dans les annexes au présent règlement.

15

QUALIFICATION DE LA FAUTE

La qualification des fautes relève du pouvoir d'appréciation souverain des organes disciplinaires et peut tenir compte, notamment, de la décision du juge-arbitre et du motif qu'il a retenu, de la nature de l'incident constaté par un officiel, des témoignages recueillis et de tout élément ou support d'information porté à la connaissance des organes concernés. Le rapport du juge-arbitre n'est qu'un élément d'appréciation parmi d'autres pour la qualification de l'infraction, il ne lie pas la commission. Si d'autres éléments : rapport(s) complémentaire(s), témoignage(s), vidéo... révèlent une infraction plus grave ou moins grave que celle signalée par le juge-arbitre dans son rapport, il appartient à l'organisme disciplinaire saisi de redonner à l'infraction sa qualification exacte et de l'assortir de la peine correspondante.

En outre, la qualification d'une faute retenue en première instance ne lie pas le jury d'appel éventuellement saisi, qui apprécie souverainement les éléments constitutifs du dossier.

16

NATURE DES SANCTIONS

Les sanctions disciplinaires applicables aux personnes physiques et morales visés à l'article 2.1 du présent règlement sont :

- 1° un avertissement ;
- 2° un blâme ;
- 3° une amende : lorsque cette amende est infligée à une personne physique, elle ne peut excéder un montant de 45 000 euros ;
- 4° une perte d'une ou plusieurs rencontres sportives ;
- 5° une pénalité de points au classement de la saison en cours ou suivante ;
- 6° une non homologation d'un résultat sportif ;





- 7° une suspension de terrain ou de salle ;
- 8° une rétrogradation ;
- 9° un huis clos total ou partiel pour une ou plusieurs rencontres sportives ;
- 10° une interdiction temporaire ou définitive de participer aux manifestations sportives organisées ou autorisées par la fédération ;
- 11° une interdiction temporaire ou définitive de participer, directement ou indirectement à l'organisation et au déroulement des compétitions et manifestations sportives autorisées par la fédération délégataire ou organisées par la fédération agréée ;
- 12° une interdiction d'exercice de fonction ;
- 13° un retrait provisoire de la licence pendant la durée de l'interdiction ;
- 14° une interdiction pendant la durée qu'elle fixe d'être licencié de la fédération ou de s'y affilier ;
- 15° une radiation ; celle-ci ne pouvant être prononcée que par le bureau directeur de la Fédération sur proposition des commissions de discipline de première instance ou du jury d'appel. Dans ce cas, le bureau directeur se trouve en compétence liée ;
- 16° une inéligibilité, pour une durée déterminée, au sein des instances dirigeantes ;
- 17° la radiation ou l'interdiction d'appartenir pour une durée déterminée à une instance disciplinaire.

Une ou plusieurs sanctions peuvent être choisies parmi les sanctions énumérées ci-dessus dans le respect du principe de proportionnalité.

Les sanctions prononcées peuvent être complétées par une décision de publication dans les conditions fixées à l'article 4.4 du présent règlement.

La décision prononçant la sanction peut prévoir une participation de la personne sanctionnée aux frais exposés et dûment justifiés, à l'occasion de la procédure disciplinaire.

17 MODALITÉS D'APPLICATION DES SANCTIONS

17.1

La ou les sanctions peuvent être, avec l'accord de l'intéressé et, le cas échéant, celui de son représentant légal, remplacées ou complétées par l'accomplissement, pendant une durée qui ne peut excéder une saison sportive, d'activités d'intérêt général au bénéfice de la fédération, de ses organes déconcentrés, de la ligue professionnelle ou d'une association sportive ou caritative. Les activités d'intérêt général correspondent à des activités d'organisation de compétitions, d'encadrement, d'arbitrage, d'initiation ou de prévention et de promotion des valeurs du sport au bénéfice des personnes visées à l'article 2 du présent règlement. Ces activités d'intérêt général ne peuvent, en aucun cas, être accomplies dans le cadre de l'activité de la structure dont l'intéressé est le salarié.

17.2

Les commissions de discipline de première instance et le jury d'appel peuvent donner à une association ou société sportive sanctionnée l'obligation, pour toute rencontre d'une compétition officielle nationale, régionale ou départementale :

- de mise en place d'un service d'ordre officiel,
- de prise en charge d'un délégué désigné par l'instance fédérale compétente.

En cas de défaillance, l'association ou la société sportive fautive s'expose à une sanction prévue à l'annexe 7 du présent règlement.





18 ÉCHELLE DES SANCTIONS

Toute sanction disciplinaire est prononcée en considération de la gravité des faits et du comportement de leur auteur.

L'échelle des sanctions est établie par référence à trois critères qui permettent de prononcer une sanction adaptée :

- 1) notion de première faute.
- 2) existence de circonstances atténuantes, notamment :
 - éléments apportés au dossier qui établissent non pas une exonération de la faute mais des faits pouvant l'expliquer
- 3) existence de circonstances aggravantes, notamment :
 - le fait d'être capitaine ou officiel responsable d'une équipe, par exemple en cas de non-assistance à joueur ou à un juge-arbitre en danger,
 - faute commise à l'encontre d'un officiel ou d'un juge-arbitre,
 - récidive ou réitération,
 - récidive durant la période probatoire.

19 CAS NON PRÉVUS

Dans tous les cas de comportement répréhensible au regard des règlements fédéraux ou des règles déontologiques du handball, non expressément visé dans les tableaux annexés au présent règlement disciplinaire, les commissions de discipline de première instance et le jury d'appel apprécient souverainement la nature et la qualification de la faute retenues, ainsi que le quantum de la sanction applicable.

20 SANCTIONS - PERIODE DE SUSPENSION - PENALITE FINANCIERE

20.1

Selon la classification des fautes définie par l'annexe 1 de l'article 16 du présent règlement, le barème des sanctions s'applique en fonction des types de faute figurant dans les tableaux annexes 2 à 7 ci-après.

L'organe disciplinaire fixe la date d'entrée en vigueur des sanctions et leurs modalités d'exécution. Toute période de suspension définie pour une sanction inférieure à un an ne peut être exécutée que durant les périodes de compétition prévues au calendrier sportif de la Fédération, du territoire, de la ligue régionale, du comité départemental ou de la Ligue nationale de handball.

20.2

1) Les dates de suspension infligées par l'organe disciplinaire déterminent une période effective de suspension courant de la première à la dernière date et incluant ces deux dates.

Les dates, et donc la période de suspension, sont fixées en référence aux calendriers officiels des compétitions (incluant les championnats et toutes épreuves à élimination directe immédiate ou différée) de la structure fédérale dont dépend la commission de discipline ayant statué en première instance et dans lesquelles l'intéressé(e) sanctionné(e) est susceptible d'évoluer ou d'officialier à la première date d'exécution de la sanction disciplinaire.

Ainsi, dans le cas où l'équipe de l'intéressé(e) est qualifiée pour un prochain tour de coupe (nationale, régionale ou départementale) et que ce tour est programmé à une date susceptible





de s'intégrer dans la période de suspension, cette date est comptée parmi les dates de suspension servant à définir la période (exemple : un joueur pourra être sanctionné de six dates de suspension incluant cinq dates de championnat et une date de coupe).

Lorsque la sanction s'étale sur deux saisons consécutives ou si la sanction, prononcée en fin de saison ou au cours de la trêve estivale, est exécutoire lors de la saison suivante, la période de suspension se trouve donc définie d'une part sur le reste à courir de la saison au cours de laquelle l'intéressé a été sanctionné et d'autre part dès le 1^{er} septembre de la saison suivante. Les calendriers de référence pour déterminer la seconde partie de la période de suspension restent ceux des compétitions dans lesquelles le licencié sanctionné est susceptible d'évoluer ou d'officier lors de la nouvelle saison, et qui tiennent compte d'une éventuelle évolution de sa catégorie d'âge ou de son niveau de jeu, voire de tout changement lié à une mutation.

Les cas non prévus dans l'application exclusive du présent article relèvent de la compétence du bureau directeur de l'instance concernée.

2) La période probatoire commence le lendemain de la dernière date de suspension exécutée. Une période probatoire inférieure à un an ne peut pas prendre en compte des périodes en dehors des compétitions officielles prévues au calendrier sportif de la Fédération, du territoire, de la ligue régionale, du comité départemental ou de la Ligue nationale de handball.

20.3

Une peine de suspension interdit toute pratique (joueur, juge-arbitre, manager, dirigeant, officiel, toute fonction de terrain, tout accès aux vestiaires ou à l'aire de jeu, toute fonction protocolaire...) dans toutes les compétitions : départementales, territoriales et nationales y compris celles de la LNH et de la LFH.

En particulier, tout licencié sanctionné d'une peine de suspension ne pourra communiquer de manière directe ou indirecte, par quelque moyen que ce soit, avec les licenciés inscrits sur la feuille de match, à partir du coup de sifflet d'engagement du juge-arbitre, marquant le début de la rencontre et jusqu'à la fin de celle-ci (mi-temps incluse), au cours de laquelle il est suspendu.

Une peine de suspension interdit également toute participation aux réunions des instances fédérales, territoriales, régionales et départementales (commissions, bureau directeur, conseil d'administration, assemblées générales).

Toutefois, dans leur décision la commission de discipline de première instance et le jury d'appel peuvent, en le motivant, réduire le champ d'application de la sanction.

20.4

Pénalités financières

Toute sanction disciplinaire est assortie d'une pénalité financière infligée à l'association affiliée et, le cas échéant, in solidum à l'association et à la société sportive à laquelle l'intéressé appartenait au moment de l'infraction.

S'il y a annulation ou réformation totale des décisions prises en première instance et relaxe de l'intéressé, la structure de la personne poursuivie sera exonérée de toute pénalité financière.

S'il y a réformation partielle des décisions prises en première instance, la pénalité financière consécutive à la mise en œuvre des décisions d'appel sera facturée par la Fédération qui en reversera 50 % à l'organe de première instance.

La commission de première instance ou le jury d'appel peut, dans le cas de circonstances particulières qu'elle ou il apprécie souverainement, dispenser l'association ou, le cas





échéant, la société sportive ou l'organisme à but lucratif, de tout ou partie de cette pénalité financière notamment et exclusivement lorsque les faits qui ont justifié la sanction infligée à l'intéressé ont été commis par ce dernier sans rapport direct ou indirect avec l'objet, l'organisation, le fonctionnement ou la vie collective de l'association ou de la société sportive ou l'organisme à but lucratif avec la vie fédérale.

Les montants des pénalités financières attachées aux sanctions disciplinaires sont fixés chaque saison par l'assemblée générale fédérale. Ils figurent dans le Guide financier de la Fédération.

20.5

En cas de non-respect d'une sanction de suspension, la peine est augmentée au maximum d'un an ferme. En cas de récidive, la radiation peut être prononcée.

Dans tous les cas où la faute du non-respect d'une suspension disciplinaire aura été constatée dans le délai d'homologation du résultat, les rencontres auxquelles a participé l'intéressé (joueur, officiel de banc, officiel de table, dirigeant) seront données perdues par pénalité par la COC concernée.

21

SURISIS

21.1

Les sanctions autres que l'avertissement, le blâme et la radiation, peuvent être assorties en tout ou partie d'un sursis.

21.2

En cas de sanction assortie totalement d'un sursis, la période probatoire figurant dans les tableaux annexes du présent règlement disciplinaire commence à la date spécifiée dans la décision notifiée.

21.3

Dans le cas où la personne poursuivie et sanctionnée bénéficie du sursis pour une sanction puis se voit infliger une nouvelle sanction durant la période probatoire, elle perd le bénéfice du sursis. Elle purge alors la première sanction, puis la seconde. Toute deuxième sanction infligée dans la même saison que la première ne peut en aucun cas être assortie d'un sursis, même partiel.

21.4

La sanction assortie d'un sursis est réputée non avenue si, dans un délai de 3 ans après son prononcé, l'intéressé n'a fait l'objet d'aucune nouvelle sanction.

22

EXTENSION

Au regard de la gravité des faits retenus, notamment – mais pas uniquement – en cas de d'influence frauduleuse sur le résultat d'une rencontre, de comportement antisportif grossier envers des officiels de match, de violence, de manquement à l'éthique, l'organe disciplinaire peut saisir le président de la Fédération d'une demande d'extension au niveau européen et international des sanctions qu'il a infligées.

Le président de la Fédération, après avis du bureau directeur fédéral, décidera de la suite donnée à la saisine dont il a fait l'objet.





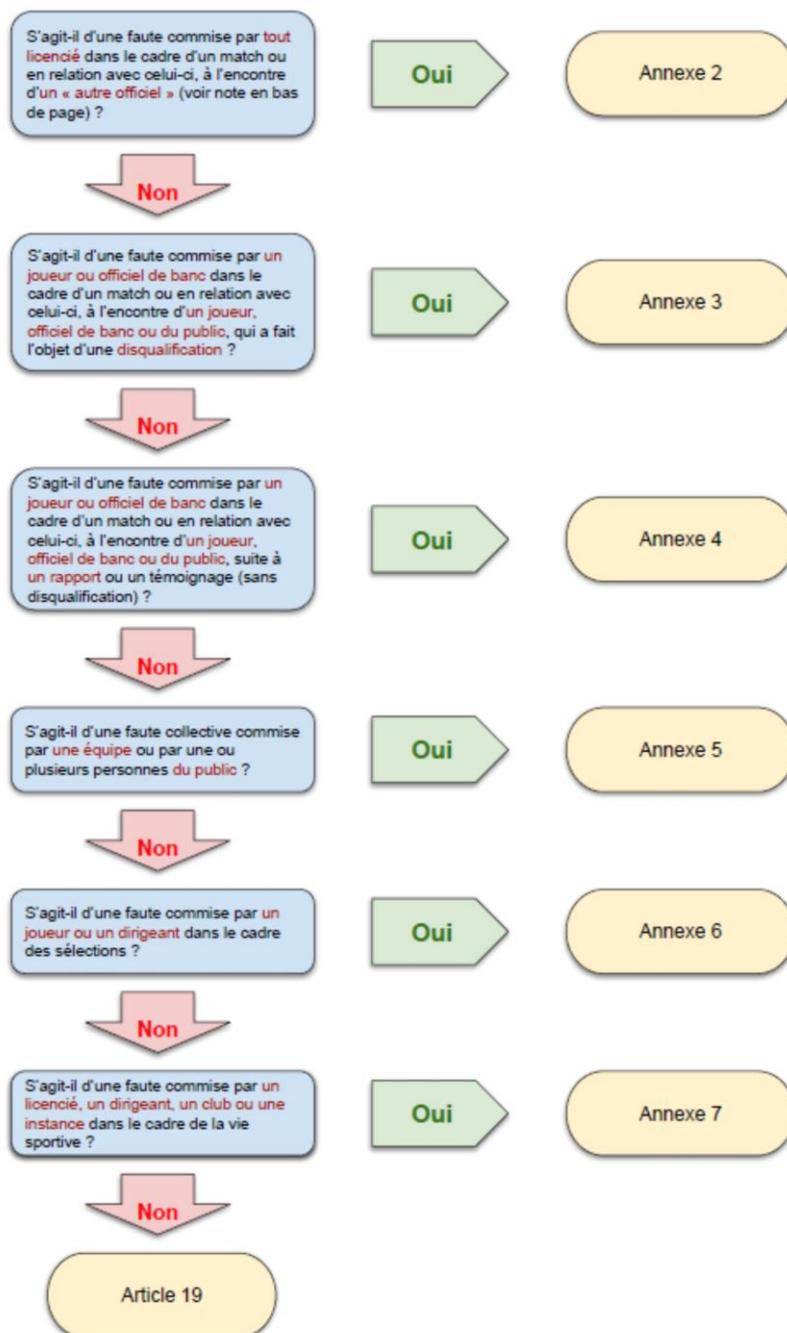
Réciproquement, le président de la Fédération pourra saisir d'office un organe disciplinaire de première instance en vue de l'engagement d'une procédure d'extension d'une sanction prononcée par une instance internationale (IHF, EHF ou toute autre fédération continentale de handball) pour des faits commis dans le cadre des compétitions qu'elle organise.

Dans une telle hypothèse, l'organe disciplinaire saisi statuera, après la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire conformément aux dispositions du présent règlement, sur l'extension aux compétitions nationales, territoriales, départementales, de la sanction prises par l'organe disciplinaire international.



Annexe 1 de l'article 20.1

Arbre de décisions



Note : les « autres officiels » sont les juges (arbitres, jeunes arbitres et leurs accompagnateurs, délégués, observateurs), les officiels de table, le responsable de la salle ou de l'espace de compétition, ainsi que tout autre dirigeant missionné par la FFHandball ou en fonction officielle.

Annexe 2 de l'article 20.1

	Type de faute (à titre indicatif et non exhaustif)	Qualification de la faute	1 ^{re} faute	1 ^{re} période probatoire	1 ^{re} récidive	2 ^e période probatoire	2 ^e récidive	3 ^e période probatoire		
Disqualification immédiate + rapport	A	Contestation systématique	Comportement incorrect	2 dates maxi	3 mois	3 dates maxi	6 mois	6 dates maxi	9 mois	
	B	Propos excessifs, injectives, attitude incorrecte	Attitude antisportive	3 dates maxi	3 mois	3 dates maxi	6 mois	6 dates maxi	9 mois	
	C	Propos injurieux, gestes obscènes	Attitude antisportive grossière	4 dates maxi	6 mois	6 dates maxi	9 mois	12 dates maxi	1 an	
	D	Menaces verbales ou gestuelles, outrage, attitude physique menaçante et/ou agressive, tentative de coup, propos/comportement raciste, xénophobe, discriminatoire	Manquement grave à la morale sportive ou attitude antisportive grossière	6 dates maxi	6 mois	12 dates maxi	1 an	1 an maxi	2 ans	
	E	Brutalité, coup n'entraînant pas d'arrêt de travail	Violence	12 dates maxi	6 mois	1 an maxi	1 an	3 ans maxi	2 ans	
	F	Crachats, bousculade volontaire, coup ayant entraîné un arrêt de travail ou d'activité inférieur à 7 jours	Violence grave	1 an maxi	1 an	3 ans maxi	3 ans	Radiation		
	G	Coups délibérés	Ayant entraîné un arrêt de travail ou d'activité inférieur à 20 jours	Violence très grave	3 ans maxi	3 ans	5 ans maxi + possibilité d'extension	5 ans	Radiation	
	H		Ayant entraîné un arrêt de travail ou d'activité supérieur à 20 jours	Violence d'une gravité exceptionnelle	5 ans maxi + possibilité d'extension	5 ans	Radiation			
Rapport ou témoignage	I	Propos excessifs et/ou injures, outrage, attitude incorrecte, gestes obscènes, propos/comportement raciste, xénophobe, discriminatoire	Attitude antisportive	6 dates maxi	6 mois	12 dates maxi	9 mois	2 ans maxi	1 an	
	J	Menaces verbales ou gestuelles, attitude physique menaçante et/ou agressive, diffamation (atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne), arrachage ou tentative d'arrachage d'un stylo ou d'un sifflet du juge-arbitre, de tout document officiel	Manquement grave à la morale sportive ou attitude antisportive grossière	12 dates maxi	9 mois	2 ans maxi	1 an	3 ans maxi + possibilité d'extension	2 ans	
	K	Tentative de coup, brutalités, crachats, bousculade volontaire, pénétration dans le vestiaire du juge-arbitre avec attitude menaçante, vindicative ou agressive, coups délibérés n'ayant pas entraîné d'arrêt de travail ou ayant entraîné un arrêt de travail ou d'activité inférieur à 7 jours	Violence ou violence grave	2 ans maxi	1 an	3 ans maxi + possibilité d'extension	2 ans	5 ans maxi + possibilité d'extension	3 ans	
	L	Dégradation volontaire de la tenue vestimentaire d'un juge (arbitre, délégué...) et/ou de ses effets personnels, agression délibérée, coups délibérés ayant entraîné un arrêt de travail ou d'activité inférieur à 20 jours	Violence très grave	3 ans maxi + possibilité d'extension	2 ans	5 ans maxi + possibilité d'extension	3 ans	Radiation avec extension		
	M	Coups délibérés	Ayant entraîné un arrêt de travail ou d'activité supérieur à 20 jours	Violence excessivement grave	5 ans maxi avec extension	3 ans	Radiation avec extension			
	N		Ayant entraîné une incapacité à reprendre son travail ou ses activités d'avant la rencontre	Violence d'une gravité exceptionnelle	Radiation avec extension					

Ne concerne que les fautes commises par tout licencié à l'encontre des « autres officiels ».

Annexe 3 de l'article 20.1

Origine de l'engagement des poursuites	Type de faute (à titre indicatif et non exhaustif)		Qualification de la faute	1 ^{re} faute	1 ^{re} période probatoire	1 ^{re} récidive	2 ^e période probatoire	2 ^e récidive	3 ^e période probatoire	
Disqualification immédiate + rapport	A	Pénétration sur le terrain d'un joueur ou officiel de banc non autorisé	Avec attitude/comportement intempestif	Attitude antisportive	1 date maxi	3 mois	3 dates maxi	6 mois	6 dates maxi	9 mois
	B		Avec intervention physique	Attitude antisportive grossière	3 dates maxi		6 dates maxi		12 dates maxi	1 an
	C	Comportement gestuel et/ou verbal antisportif grossier, provocation verbale, propos excessifs ou injurieux, attitude incorrecte, utilisation malveillante de matériels de banc (colle, bouteilles, etc.)		Conduite grossière envers adversaire ou attitude antisportive grossière	3 dates maxi	4 mois	6 dates maxi	7 mois	9 dates maxi	1 an
	D	Action particulièrement grossière, brutale, violente, dangereuse, perfide, attitude physique menaçante, attitude agressive, bousculade volontaire, brutalité		Conduite grossière envers adversaire ou irrégularité grossière	4 dates maxi	4 mois	8 dates maxi	7 mois	12 dates maxi	1 an
	E	Attitude ou paroles menaçantes, gestes obscènes, propos/comportement raciste, xénophobe, discriminatoire, atteinte à la considération de la personne		Manquement grave à la morale sportive	6 dates maxi	6 mois	12 dates maxi	9 mois	2 ans maxi	1 an
	F	Brutalités, coups, coups délibérés, agression délibérée, pugilat et/ou échange de coups multiples, crachats, dégradations matérielles		Violence grave	12 dates maxi	6 mois	18 dates maxi	1 an	Radiation	
	G	Agression délibérée avec arrêt de travail ou d'activité supérieur à 3 jours		Violence très grave	2 ans maxi	1 an	3 ans maxi + possibilité d'extension	2 ans	Radiation	

Ne concerne que les fautes de joueurs ou d'officiels de banc à l'encontre d'autre joueurs, officiels de banc ou du public, suite à une disqualification avec rapport.

Annexe 4 de l'article 20.1

Origine de l'engagement des poursuites	Type de faute (à titre indicatif et non exhaustif)		Qualification de la faute	1 ^{re} faute	1 ^{re} période probatoire	1 ^{re} récidive	2 ^e période probatoire	2 ^e récidive	3 ^e période probatoire	
Rapport ou témoignage	A	Propos excessifs, attitude incorrecte	Comportement incorrect	1 date maxi	3 mois	3 dates maxi	6 mois	6 dates maxi	1 an	
	B	Gestes déplacés, injectives, termes de mépris	Attitude antisportive	2 dates maxi	3 mois	4 dates maxi	6 mois	6 dates maxi	1 an	
	C	Propos injurieux, gestes obscènes, utilisation maveillante de matériels de banc (collé, bouteilles, etc.)	Attitude antisportive grossière	3 dates maxi	4 mois	6 dates maxi	9 mois	12 dates maxi	2 ans	
	D	Menaces verbales et/ou gestuelles, diffamation (atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne)	Manquement grave à la morale sportive	6 dates maxi	6 mois	12 dates maxi	1 an	1 an maxi	2 ans	
	E	Tentative de coup, bousculade	Irregularité grossière	6 dates maxi	6 mois	12 dates maxi	1 an	1 an maxi	2 ans	
	F	Outrage, injures, attitude provocatrice, agressive, menaçante, propos/comportement raciste, xénophobe, discriminatoire	Attitude antisportive grossière	6 dates maxi	6 mois	12 dates maxi	1 an	2 ans maxi	2 ans	
	G	Brutalités, crachats, coups délibérés n'ayant pas entraîné d'arrêt de travail ou d'activité, dégradations matérielles	Violence	12 dates maxi	1 an	1 an maxi	2 ans	3 ans maxi + possibilité d'extension	3 ans	
	H	Coups délibérés	Ayant entraîné un arrêt de travail ou d'activité inférieur à 7 jours	Violence grave	2 ans maxi	1 an	3 ans maxi + possibilité d'extension	3 ans	Radiation	
	I		Ayant entraîné un arrêt de travail ou d'activité inférieur à 20 jours	Violence très grave	3 ans maxi	3 ans	5 ans maxi + possibilité d'extension	5 ans		
	J		Ayant entraîné un arrêt de travail ou d'activité supérieur à 20 jours	Violence d'une gravité exceptionnelle	5 ans maxi + possibilité d'extension	5 ans	Radiation			

Ne concerne que les fautes de tous licenciés à l'encontre d'autre joueurs, dirigeants ou du public, suite à un rapport ou un témoignage (sans disqualification).

Annexe 5 de l'article 20.1

Origine de l'engagement des poursuites	Type de faute (à titre indicatif et non exhaustif)		Qualification de la faute	1 ^{re} faute	1 ^{re} période probatoire	1 ^{re} récidive	2 ^e période probatoire	2 ^e récidive	3 ^e période probatoire	
Rapport ou témoignage	A	Lancer de projectile, de pétard	Vers l'aire de jeu ou le public	Violence	2 dates maxi huis clos	6 mois	4 dates maxi huis clos	9 mois	6 dates maxi huis clos	1 an
	B		Vers les juges (arbitres, délégués...)	Violence	3 dates maxi huis clos		6 dates maxi huis clos		12 dates maxi huis clos	
	C	Avec ou sans envahissement de l'aire de jeu par une ou plusieurs personnes du public (recevant ou visiteur)	Avec ou sans bousculade, menaces de coup, invectives, insultes sur joueurs, officiels, juges (arbitres, délégués...) ou public adverse	Violence grave	3 dates maxi huis clos	6 mois	6 dates maxi huis clos	9 mois	12 dates maxi huis clos	1 an
	D		Avec coups sur joueurs, officiels, juges (arbitres, délégués...)	Violence caractérisée	6 dates maxi huis clos		12 dates maxi huis clos	1 an	Radiation du club	
	E	Pénétration sur l'aire de jeu pendant ou après match de licenciés (joueurs, officiels) du banc	Avec contestation, dénigrement, propos excessifs	Comportement antisportif collectif	Retrait 2 points maxi	6 mois	Retrait 4 points maxi	9 mois	Retrait 6 points maxi	1 an
	F		Avec insultes, invectives, bousculade, tentative de coups, menaces, attitude agressive, propos racistes, xénophobes, discriminatoires	Violence grave collective	Retrait 4 points maxi	9 mois	Retrait 6 points maxi	1 an	Retrait 8 points maxi	2 ans
	G		Avec coups, crachats, agression	Violence très grave à caractère collectif	Retrait 8 points maxi	1 an	Retrait 12 points maxi	2 ans	Radiation du club	
	H	Dégradation matérielle de l'aire de jeu ou des installations sportives	Par une ou plusieurs personnes du public (collectif, recevant ou visiteur)	Attitude violente	3 dates maxi huis clos	6 mois	6 dates maxi huis clos	9 mois	12 dates maxi huis clos	1 an
	I		Par licencié du public (recevant ou visiteur)	Attitude violente	3 dates maxi	9 mois	6 dates maxi	1 an	Radiation	
	J	Dégradation matérielle de tout moyen de locomotion (car, véhicule personnel) de l'une des deux équipes	Par une ou plusieurs personnes du public (collectif, recevant ou visiteur)	Attitude violente	3 dates maxi huis clos	6 mois	6 dates maxi huis clos	9 mois	12 dates maxi huis clos	1 an
	K		Par licencié du public (recevant ou visiteur)	Attitude violente	6 dates maxi	9 mois	12 dates maxi	1 an	Radiation	
	L		Dégradation matérielle de tout moyen de locomotion des juges (arbitres, délégués...) ou de tout dirigeant missionné par la FFhandball	Par une ou plusieurs personnes du public (collectif, recevant ou visiteur)	Attitude violente	6 dates maxi huis clos	1 an	12 dates maxi huis clos	1 an	1 an maxi huis clos
	M	Par licencié du public (recevant ou visiteur)		Attitude violente	12 dates maxi	1 an maxi		Radiation		
	N	Provocation et/ou intimidation par licencié du public par objet, arme, animaux, explosifs		Attitude violente très grave	1 an maxi	1 an	2 ans maxi + possibilité extension	2 ans	Radiation avec extension	
	O	Utilisation d'objet, d'arme, d'animaux, d'explosifs par licencié du public	Sans blessure ou ayant entraîné un arrêt de travail ou d'activité inférieur à 7 jours	Attitude violente d'une gravité exceptionnelle	1 an maxi	1 an	3 ans maxi + possibilité extension	2 ans	Radiation avec extension	
P	Ayant entraîné un arrêt de travail ou d'activité inférieur à 20 jours		Attitude violente d'une gravité exceptionnelle	2 ans maxi + possibilité extension	2 ans	5 ans maxi + possibilité extension				
Q	Ayant entraîné un arrêt de travail ou d'activité supérieur à 20 jours		Attitude violente d'une gravité exceptionnelle	5 ans maxi + possibilité extension		Radiation avec extension				

Ne concerne que les fautes de licenciés du public ou du public (collectif) ou les fautes collectives d'équipes.

Annexe 6 de l'article 20.1

Origine de l'engagement des poursuites	Type de faute concernant un joueur sélectionné		Qualification de la faute	1 ^{re} faute	1 ^{re} période probatoire
Rapport ou témoignage	A	Joueur sélectionné présentant une indisponibilité non justifiée	Manquement à l'éthique sportive	2 dates maxi	6 mois
	B	Président d'un club, d'une association ou d'un organisme qui ne fait pas suivre une convocation d'un joueur à un match de sélection	Manquement à l'éthique sportive	5 dates maxi (départemental) 8 dates maxi (régional ou national)	6 mois
	C	Dirigeant conseillant à un joueur sélectionné de ne pas participer à un entraînement ou un match de sélection	Manquement à l'éthique sportive	6 dates maxi	6 mois
	D	Sélectionné jouant volontairement au-dessous de sa forme	Manquement à l'éthique sportive	6 dates maxi	6 mois

Note : Les sanctions ne peuvent en aucun cas être assorties du sursis

Ne concerne que les fautes de joueurs ou de dirigeants dans le cadre des sélections.

Annexe 7 de l'article 20.1

Origine de l'engagement des poursuivés	Type de faute (à titre indicatif et non exhaustif)	Qualification de la faute	1 ^{re} faute	1 ^{re} période probatoire	1 ^{re} récidive	2 ^e période probatoire	2 ^e récidive	3 ^e période probatoire		
Rapport ou témoignage	A	Double signature (demande ou renouvellement de licence)	Manquement à l'éthique sportive	6 dates maxi	1 an	9 dates maxi	2 ans	Radiation		
	B	Toute fraude sur éléments d'un dossier de licence (renouvellement, création, mutation)	Manquement à l'éthique sportive	2 ans maxi	2 ans	Radiation				
	C	Toute fraude sur éléments d'information relatifs à la constitution d'un dossier présenté par un club, une association, un organisme	Manquement à l'éthique sportive	2 ans maxi	2 ans	Radiation				
	D	Non respect des engagements, des lois fiscales et sociales	Manquement à l'éthique sportive	2 ans maxi	2 ans	Radiation				
	E	Participation à une rencontre sous une fausse identité, sous un faux numéro	Manquement à l'éthique sportive	2 ans maxi	2 ans	Radiation				
	F	Fraude dans l'établissement d'une feuille de match	Juge (arbitre, délégué...), officiel responsable, dirigeant	2 ans maxi	2 ans	3 ans maxi	3 ans	Radiation		
	G		Club (équipe concernée)	Retrait 9 points maxi	1 an	Retrait 12 points maxi	2 ans	Radiation du club		
	H	Refus de signer la feuille de match	Manquement à l'éthique sportive	6 dates maxi	1 an	12 dates maxi	2 ans	1 an maxi	3 ans	
	I	Absence non excusée ou excusée sans justificatifs probants à une réunion à laquelle est convoqué un licencié, absence de réponse à une demande d'information, rapport de juge (arbitre, délégué...) non signé, non transmis ou transmis hors délai	Manquement à l'éthique sportive	3 dates maxi	1 an	6 dates maxi	2 ans	9 dates maxi	3 ans	
	J	Communication à des tiers de tout ou partie d'un dossier disciplinaire ou de commission des réclamations et litiges	Manquement à l'éthique sportive	1 an maxi	2 ans	2 ans maxi	3 ans	Radiation		
	K	Non transmission ou transmission incomplète d'un dossier disciplinaire ou de commission des réclamations et litiges à l'organisme d'appel par FFHandball, LNH, ligue, comité	Manquement à sa charge	500 € maxi	1 an	1 000 € maxi	2 ans	2 000 € maxi	3 ans	
	L	Non transmission ou transmission incomplète d'un dossier administratif par FFHandball, LNH, ligue, comité	Manquement à sa charge	250 € maxi	1 an	500 € maxi	2 ans	1 000 € maxi	3 ans	
	M	Non respect des dispositions à la charge des clubs concernant les mesures nécessaires à prendre pour assurer le bon ordre et le respect des acteurs du handball et de leurs biens avant, pendant et après les rencontres	Responsable de la salle et de l'espace de compétition	Manquement à sa charge	3 dates maxi	6 mois	6 dates maxi	9 mois	9 dates maxi	1 an
	N		Club, association, organisme	Manquement à sa charge	2 dates maxi huis clos		3 dates maxi huis clos		4 dates maxi huis clos	
	O	Idem [MN] avec pour conséquence des attitudes antisportives ou violentes du public à l'encontre d'un acteur licencié, hors du terrain, avant, pendant et après les rencontres	Club, association, organisme	Manquement à sa charge avec attitude antisportive ou violence	6 dates maxi huis clos	1 an	12 dates maxi huis clos	2 ans	1 an maxi huis clos	3 ans
	P	Recours à des agents sportifs non licenciés et/ou défaut de mention de l'intervention d'un agent	Tout licencié ou licencié « de fait »	Manquement à l'éthique sportive	6 dates maxi	1 an	12 dates maxi	3 ans	1 an maxi	4 ans
	Q		Club, association, organisme		1 500 € maxi		3 000 € maxi		5 000 € maxi	
	R	Non respect de la réglementation fédérale en matière de paris sportifs	Tout licencié ou licencié « de fait »	Manquement grave à l'éthique sportive	2 ans maxi	1 an	Radiation	3 ans	Radiation	
	S		Club, association, organisme		30 000 € maxi		60 000 € maxi			
	T	Non respect des décisions départementales, régionales, fédérales	Tout licencié ou licencié « de fait »	Manquement à l'éthique sportive	6 dates maxi	1 an	6 dates maxi	2 ans		
U	Club, association, organisme		4 dates maxi huis clos		6 dates maxi huis clos					
V	Non transmission d'une convocation à un licencié	Correspondant officiel ou président du club, de l'association, de l'organisme	Manquement à sa charge	6 dates maxi	1 an	12 dates maxi	2 ans	1 an maxi	3 ans	
W	Tout acte de corruption	Tout licencié ou licencié « de fait » corrupteur ou corrompu (sauf juges)	Manquement grave à l'éthique sportive	18 dates maxi + possibilité extension	1 an	2 ans maxi avec extension	2 ans	Radiation		
X		Club corrupteur ou corrompu		3 000 € maxi		6 000 € maxi				
Y		Juge (arbitre, délégué...) ou officiel de table corrupteur ou corrompu		2 ans maxi + possibilité d'extension		3 ans maxi + possibilité extension				
Z	Tout acte d'atteinte grave à l'éthique sportive	Tout licencié ou licencié « de fait »	Manquement grave à l'éthique sportive	1 an maxi	2 ans	2 ans maxi	3 ans	Radiation		
AA		Club, association, organisme		10 000 € maxi		20 000 € maxi				
AB	Manquement aux dispositions concernant les règles publicitaires		Manquement à l'éthique sportive	6 dates maxi	1 an	9 dates maxi	2 ans	1 an maxi	4 ans	
AC	Pratique ou incitation au bizutage, au sein ou en dehors d'une enceinte sportive, harcèlement ou cyberharcèlement		Violence grave	2 ans maxi	1 an	4 ans maxi + possibilité extension	2 ans	Radiation		

Ne concerne que les fautes de licenciés, dirigeants, clubs ou instances dans le cadre de la vie sportive.